

ANALYSE DE LA PRESSE

Juin 2013

1. A la une : Vague de Protestations en Turquie

2. Dossier du mois : Mouvement du parc Gezi

2.1. Origine des protestations

- Des grands projets d'urbanisme à l'origine des émeutes d'Istanbul
- « Défense des libertés » contre « dérive autoritaire »
- Inquiétude de l'islamisation et du conservatisme religieux

2.2. Comment le mouvement du parc Gezi a-t-il débuté avant de se répandre ?

2.3 Les réactions du Premier ministre

- Premières réactions
- Messages d'apaisement et tentative de dialogue
- Mobilisation des partisans de l'AKP

2.4. Un mouvement sans précédent

- "Printemps arabe" ou "les indignés"?

2.5 Qui sont les manifestants ?

- Les jeunes à l'origine des contestations

2.6 Réseaux sociaux vs Médias de masse

- Médias turcs: autocensure et censure
- Réseaux sociaux : cibles des critiques du Premier ministre

3. Union Européenne

4. Réactions internationales

5. Economie

6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Juin 2013)



redefining / standards

MÈCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

1. A la une : Vague de Protestations en Turquie



Photo : Osman Orsal, Reuters

La protestation du projet d'aménagement du parc Gezi à Taksim (Istanbul), initié le 27 mai, par les opposants qui campaient dans le parc pour protéger la destruction des arbres s'est propagée à travers le pays.

L'intervention musclée des forces de l'ordre pour évacuer les manifestants le vendredi 30 juin a déclenché d'autres mouvements de protestations dans le pays. Les villes comme Istanbul, Ankara ou Izmir mais aussi des petites villes d'Anatolie ont été touchées par le mouvement. Plusieurs milliers de personnes ont continué à contester pendant plus de deux semaines malgré la répression policière.

« Selon le dernier bilan de l'association des médecins turcs, ces manifestations ont fait quatre morts, trois contestataires et un policier, et environ 8.000 blessés. » (*Le Parisien*, AFP, 29/06/2013) Selon la déclaration du 3 juin du ministère turc de l'intérieur, 1730 manifestants ont été interpellés « dans 67 villes au cours de 235 manifestations ou marches de protestation. "La majorité de ces personnes ont été libérées après l'enregistrement de leurs identités", précise le communiqué. Diverses sources proches des manifestants contestent ces chiffres. » (*Liberation*, Ragıp Duran, 03/06/2013)

Après l'expulsion des manifestants du parc Gezi par la police le 15 juin, le mouvement se poursuit sous d'autres formes de résistance pacifique à travers le pays. D'où est née, en premier, « une nouvelle forme d'action, baptisée "#Duranadam" : rester immobile le plus longtemps possible. La nouvelle de son action s'est propagée à grande vitesse sur les réseaux sociaux. Elle porte un nom sur Twitter, #Duranadam, "l'homme à l'arrêt". Des centaines de personnes ont afflué. » (*Les Echos*, AFP, 18/06/2013)

En parallèle, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblés à travers le pays, « 2,5 millions de personnes dans 80 villes le weekend dernier [22-23 juin] » alors que le Premier ministre Erdogan a appelé ses partisans à organiser des contre-manifestations. (*AFP*, 29/06/2013) Par ailleurs, « chaque soir, des contestataires de diverses tendances se réunissent dans les jardins [des villes] pour débattre et discuter des suites à donner au mouvement. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 25/06/2013)

Selon Marc Semo, « il sera difficile de transformer cette mosaïque en un mouvement, comme le montre l'expérience des "indignados" en Espagne ou celle du "printemps érable" au Québec. » (*Liberation*, Marc Semo, 14/06/2013) Ainsi, le journal *le Monde* voit dans ces mouvements la promesse d'un autre avenir pour la jeunesse turque. « Les manifestants de Taksim ne gagneront peut-être pas dans les urnes, lors des élections municipales de 2014. La contestation qu'ils portent est sans doute trop multiforme pour se transformer en alternative politique. (...) Mais, dans leur surprise de se trouver soudain si forts et si nombreux, les jeunes manifestants de Taksim pourraient bien avoir trouvé la promesse d'un autre avenir et d'une victoire future. » (*Le Monde*, Editorial, 20/06/2013)

2. Dossier du mois : Mouvement du Parc Gezi

2.1. Origine des protestations

Des grands projets d'urbanisme à l'origine des émeutes d'Istanbul

« Depuis dix ans, Istanbul connaît une inflation de projets d'aménagement, qui s'est accélérée ces deux dernières années. » (*Le Monde*, Audrey Garric, 04/06/2013)

Le Premier ministre veut faire d'Istanbul « la vitrine internationale de la Turquie, explique Benoît Montabone, géographe à l'université de Rennes et spécialiste de l'urbanisation turque. » (*Le Monde*, Audrey Garric, 04/06/2013) « "Il y a une sorte de volonté mégalomane de transformer la ville pour en faire à la fois une grande place du tourisme, notamment du tourisme de croisière, et une grande place financière", notait récemment le géographe Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes. » (*Libération*, Marc Semo, 02/06/2013)

Pour Marc Semo « le plus concret, le plus absurde et le plus lourdement symbolique des grands travaux lancés par l'AKP d'Erdogan est le réaménagement de la place Taksim, cœur de l'Istanbul européenne et haut-lieu de toutes les manifestations de la société civile et notamment de la gauche. » (*Libération*, Marc Semo, 2/06/2013)

« Le projet de la municipalité d'Istanbul pour Taksim, rendu public en 2011, prévoit de percer une série de tunnels routiers pour faire de la place un vaste espace piétonnier. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 11/06/2013) « Le Gouvernement a également imposé la destruction d'immeubles anciens, de cinémas et de théâtres, pour laisser place à de nouveaux centres commerciaux, ainsi que la rénovation du quartier central de Tarlabasi, confiée au groupe Calik, dirigé par le gendre de M. Erdogan. » (*Le Monde*, Audrey Garric, 04/06/2013)

« L'endroit est symbolique. C'est le lieu de toute manifestation publique depuis la naissance de la République. C'est le lieu de la désobéissance civile, des manifestations comme celles du 1er-Mai et de la confrontation avec les forces de l'ordre. » précise Riva Kastoryano (Directrice de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences Po dans sa tribune publiée par le Monde. (*Le Monde*, 06/06/2013)

« Tout a commencé avec un projet d'aménagement de Taksim pour rendre piétonne cette place centrale. Il était ainsi prévu de démolir le parc Gezi, qui surplombe la place, pour y construire la réplique d'une caserne ottomane abritant un centre commercial et des résidences de luxe. » (*L'Express*, Burçin Gerçek, 01/06/2013)

« "C'est un projet aussi inutile qu'impopulaire, qui vise uniquement à inscrire de façon indélébile dans le tissu de la cité et dans un lieu symbole de la modernité républicaine le pouvoir de l'homme fort du pays", analyse Kadri Gürsel, éditorialiste du grand quotidien Milliyet (centre gauche). » (*Libération*, Marc Semo, 2/06/2013)

« L'occupation de Gezi exprime la résistance à l'égard du mode d'aménagement urbain en cours depuis les dix dernières années. En Turquie, le capitalisme s'incarne dans les centres commerciaux, devenus les symboles concrets de ce capitalisme global et financier qui échappe à l'emprise du citoyen. Le riverain turc, enthousiaste au début de l'essor économique, est aujourd'hui critique face à l'insatiabilité du consumérisme qui détruit l'environnement urbain, le vivre-ensemble et la place publique. Raser, transformer le jardin Gezi en lieu de consommation signifie, aux yeux des habitants, la confiscation de la place publique par le capitalisme privé. » explique Nilüfer Göle, sociologue à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. (*Le Monde*, 06/06/2013)

« Défense des libertés » contre « dérive autoritaire »

« La moitié des slogans ou des graffitis sur les murs demandent la démission d'Erdogan. Autour de ce problème d'aménagement urbain s'est cristallisée une critique de la dérive autoritaire du pouvoir et de sa personnalisation. » (*L'Opinion*, Jean-Dominique Merchet, 02/06/2013)

« "Il y a un ras-le-bol face à une accumulation de projets urbanistiques assez opaques, sans consultation de la population, qui se sent dépossédée. Mais surtout, cela intervient dans un contexte de dérive autoritaire du gouvernement", analyse Elise Massicard, politologue à l'Institut français d'études anatoliennes et chercheuse associée au CERI. » (*Le Monde*, Hélène Sallon, 04/06/2013)

Selon Marc Semo, « nombre d'intellectuels opposants dénonçaient de longue date la "poutinisation" de l'homme fort de la Turquie, plus encore que l'islamisation rampante des institutions de la République fondée par Mustafa Kemal sur les décombres de l'Empire ottoman. » (*Libération*, Marc Semo, 02/06/2013)

Selon l'analyse d'Ahmet İnsel, universitaire, animateur de la revue "Birikim" publiée dans le Monde, « Ce ras-le-bol que partage une partie significative des classes moyennes urbaines des métropoles de Turquie est surtout l'expression d'une indignation citoyenne contre un pouvoir trop autoritaire, incarné en la personne de M. Erdogan. Bien plus que le contenu de ses politiques, c'est sa manière de les concevoir et de les exécuter qui crée l'indignation. En tout cas, la goutte qui fait déborder le vase. (...) Les gens manifestent contre sa politique et remettent en cause sa manière d'agir, dénoncent sa volonté de transformer la Turquie selon ses canons. Il s'agit d'une révolte réclamant du respect et de la dignité. De la dignité citoyenne et du respect pour la pluralité des modes de vie. » (*Le Monde*, 06/06/2013)

« Aujourd'hui, il semble que l'abus du pouvoir ou une image de soi comme intouchable, le rêve de grandeur ou une idée de pouvoir immuable soient à l'origine des dérives autoritaires du Premier ministre. Les contestations traduisent une exaspération collective, elles condamnent son langage et sa politique répressive qui pousse les médias et les étudiants, porteurs de la démocratie, à l'autocensure. » écrit Riva Kastoryano, Directrice de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Sciences Po dans le Monde. (*Le Monde*, 06/06/2013)

Nilüfer Göle constate aussi que « le mode de gouvernance a subi, ces dernières années, une personnalisation qui rappelle le sultanat. (...) Cette personnalisation du pouvoir, qui passe par son omniprésence dans l'espace public, se retourne contre lui aujourd'hui et cristallise toute la colère contre sa personne. (...) La restriction des libertés d'expression et la pénalisation des opposants, notamment des journalistes, qui ont perdu leur travail, et de la presse, qui a changé sa ligne éditoriale, a muselé la parole publique. » (*Le Monde*, 06/06/2013)

« Des artistes, journalistes et écrivains turcs, dont le prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, ont publié samedi [29 juin], sur une pleine page dans plusieurs journaux, un appel au gouvernement lui demandant de cesser d'employer une rhétorique de division alimentant, selon eux, la haine dans le pays. (...) "Nous sommes inquiets", "La rhétorique du +vous contre nous+ accentue les divisions au sein de notre société", avertissent les signataires, appelant le gouvernement à mettre fin aux pressions contre les militants. "Il y a une atmosphère de frustration et de haine", note le texte, qui accuse implicitement M. Erdogan et son gouvernement de dérive autoritaire après une décennie au pouvoir. » (*AFP*, 29/06/2013)

Inquiétude de l'islamisation et du conservatisme religieux

« Le mouvement [du parc Gezi] a depuis dépassé le simple cadre de la place Taksim et gagné ceux qui, à travers le pays, partagent "une même inquiétude, un ras-le-bol face à la marche triomphante de l'AKP", indique Jean Marcou. (*Le Monde*, Hélène Sallon, 04/06/2013) « "L'AKP n'est pas arrivé au pouvoir par un discours islamiste, mais libéral, conservateur et populiste", rappelle Aican Tayla [chercheur associé à l'IRIS]. "Cette légitimité politique et populaire lui a permis peu à peu d'imposer une certaine vision morale basée essentiellement sur l'islam. » (*Le Point*, Armin Arefi, 03/06/2013)

La place grandissante accordée à l'Islam dans l'espace public inquiète aussi les manifestants. « En juin 2012, Erdogan provoque un tollé général en proposant une loi pour réduire la période d'avortement. [Le 24 juin], l'Assemblée nationale adopte un projet de loi limitant la consommation, la vente et la publicité des boissons alcoolisées. » (*Le Point*, Armin Arefi, 03/06/2013) Erdoğan avait par ailleurs annoncé « Au printemps 2012, un nouveau projet fou : la construction à Camlica, sur les hauteurs d'Istanbul, d'une immense mosquée qui sera - a-t-il juré - «la plus grande du monde», visible d'à peu près partout dans la ville. » (*Liberation*, Marc Semo, 2/06/2013)

« L'AKP considère toujours qu'il est de sa mission de rendre à la religion la place qu'elle a largement perdue en Turquie et d'y restaurer de bonnes mœurs en s'attaquant à l'avortement, à la consommation d'alcool et à l'interdiction du voile. Cela ne passe pas dans cette société jeune, européenne et largement sécularisée et c'est cette évidence qui vient d'éclater avec l'affaire du parc promis au béton, avec cette soudaine rage collective unissant la jeunesse et toutes les oppositions contre l'autoritarisme, le puritanisme et l'argent roi. » explique Bernard Guetta dans son chronique du 3 juin sur France Inter.

« Erdogan répète sans cesse qu'il veut une jeunesse conservatrice, respectueuse des valeurs conservatrices. C'est ce processus qui déclenche la réaction de toute la population. J'y vois un grand tournant, le début du déclin d'Erdogan dont l'omniprésence et l'omniscience sont devenues insupportables. » indique l'écrivain turc Nedim Gürsel. (*Marianne*, Martine Gozlan, 02/06/2013) « Vous semblez confondre "le populisme plébiscitaire" avec la démocratie qui permet à la minorité de critiquer le pouvoir et de préserver ses droits fondamentaux. » dit par ailleurs Gürsel dans sa lettre ouverte adressée au Premier ministre. (*Le Monde.fr*, 06/06/2013)

« Surtout, la modernisation de l'économie et de la société turques s'oppose de plus en plus frontalement à la dérive autocratique, au conservatisme religieux et à la police des mœurs de Recep Erdogan. Le heurt est particulièrement brutal avec la nouvelle génération de la Turquie émergente, à savoir la jeunesse urbaine, éduquée, ouverte sur le monde et mobilisée par les réseaux sociaux, qui n'a pas connu la dictature militaire mais qui se soulève contre un pouvoir sûr de lui-même, dominateur et méprisant. » explique Nicolas Baverez. (*Le Point*, 13/06/2013)

2.2. Comment le mouvement du parc Gezi a-t-il débuté avant de se répandre ?

« Décrits par des militants écologistes venus camper dans le parc [Gezi] pour sauver quelque 600 arbres, les travaux ont toutefois commencé le 27 mai dernier avec l'arrivée de bulldozers, provoquant les premiers affrontements avec la police. » (*L'Express*, Marie Le Douaran, 06/06/2013)

« Un refus qui s'est transformé en mobilisation contre la dérive autoritariste du Premier ministre lorsque la police a délogé violemment vendredi [31 mai] des manifestants qui campaient dans le parc pour s'opposer aux travaux destinés à la construction d'un ensemble immobilier. Des affrontements se sont à nouveau produits samedi [1^{er} juin] lorsque plusieurs centaines de manifestants ont été empêchés d'accéder à la place Taksim par les forces de l'ordre qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. » (*Les Echos*, Jean Michel Gradt, 01/06/2013)

« "La force a été utilisée de manière disproportionnée", regrette Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France, interrogée par Le Point.fr. "La police a directement visé la tête des manifestants pacifiques avec des cartouches de grenades lacrymogènes. » (*Le Point*, Armin Arefi, 03/06/2013) « Six organisations turques de médecins ont déploré jeudi [20 juin] l'usage massif par la police du gaz lacrymogène lors de la répression des manifestations antigouvernementales qui ont secoué la Turquie depuis la fin mai, évoquant deux cas probables de décès liés au gaz et dénonçant son usage comme une "arme chimique". » (*Libération*, AFP, 20/06/2013)

« La révolte s'est répandue comme une traînée de poudre dans beaucoup de villes en Turquie. Des manifestations quotidiennes ont eu lieu dans la capitale Ankara, à Izmir, Rize, Tunceli, Adana ou Antalya, des villes représentant les différents centres et pourtours du vaste plateau anatolien. Il semble même

qu'à Kayseri - ville ultraconservatrice - des gens aient osé défier la pesanteur sociale en exprimant à visage découvert leur désaccord avec la politique de l'AKP, le parti du premier ministre, au pouvoir depuis 2002. Quant aux régions kurdes de l'Est, à de rares exceptions près, elles n'ont pas encore bougé, attendant un signe d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK - le Parti kurde des travailleurs - qui, de sa prison, s'il a salué la foule de Gezi, n'a pas donné de consignes précises.» (*Le Figaro*, Sébastien de Courtois, 12/06/2013)

Plusieurs actions de soutien au mouvement du parc de Gezi ont été organisées dans de nombreux pays, dont la France. Des centaines de personnes se sont réunies le 4 juin autour de la fontaine des Innocents, à Paris, en soutien aux manifestants en Turquie. (*Libération*, Amandine Cailhol, 05/06/2013)

Photo : Benoit Tessier, Reuters
Paris, 4 juin 2013



2.3. Les réactions du Premier Ministre

Premières réactions

« Au troisième jour [3 juin] de la contestation lancée contre son gouvernement sur la place Taksim, le Premier ministre n'a fait quasiment aucune concession. Ce n'est pas "une bande de pillards qui va me faire reculer", a-t-il lancé. Il a assuré que son gouvernement allait mener à son terme le projet de rénovation de la place et la construction d'anciennes casernes ottomanes sur l'emplacement du parc Gezi. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 03/06/2013)

« Face à ce mouvement sans précédent depuis son arrivée au pouvoir, Recep Tayyip Erdogan a récusé les revendications des manifestants, qu'il accuse de faire le jeu de ceux qui marchent "main dans la main avec les terroristes". "Ce mouvement de contestation est organisé par des éléments extrémistes", a-t-il dit lundi [3 juin] avant de s'envoler pour une visite en Afrique du Nord. A son arrivée à Rabat, au Maroc, il a ajouté que les violences étaient le fait de partis qui ont perdu les élections. "Dans quelques jours, la situation redeviendra normale", a-t-il prédit, ajoutant qu'il était erroné de voir dans les événements de ces derniers jours l'émergence d'un "printemps turc" à l'image des "printemps arabes" de 2011. Pour lui, le printemps turc a débuté avec son accession au pouvoir et les réformes politiques et économiques mises en oeuvre depuis. » (*Le Monde*, 04/06/2013)

Erdogan a néanmoins reconnu des erreurs dans l'intervention de la police contre les manifestants. « "Il est vrai qu'il y a eu des erreurs, et des actions extrêmes dans la réponse de la police", a-t-il dit, ajoutant qu'une enquête avait été ordonnée par le ministère de l'Intérieur. » (*Libération*, AFP, 01/06/2013) Quant aux critiques contre son style de gouvernance il a « rejeté les accusations de dérive antidémocratique de son pouvoir, répercutées par le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP). "Tayyip Erdogan, selon eux, est un dictateur, a-t-il lancé. S'ils traitent de dictateur quelqu'un qui est au service de son peuple, alors je ne sais pas quoi dire. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 03/06/2013)

« Erdogan se réclame sans discontinuer de la légitimité des urnes pour contrer ce mouvement de contestation. » précise Jean-François Pérouse. (*Le Nouvel Observateur*, 10/06/2013) « "Tous les quatre ans, nous organisons des élections et la nation fait son choix. Ceux qui ont un problème avec le gouvernement peuvent exprimer leur point de vue, dans le respect du droit et de la démocratie", a-t-il souligné. " » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 03/06/2013)

Messages d'apaisement et tentative de dialogue

Le ton des messages a changé pendant la visite du Premier ministre Erdogan au Maghreb du 3 au 6 juin. Le président Abdullah Gül et le Vice-Premier ministre Bülent Arınç qui ont diffusé des messages d'apaisement.

« "Je présente mes excuses à tous ceux qui ont été victimes de violences parce qu'ils sensibles à la défense de l'environnement", a déclaré M. Arınç, porte-parole du gouvernement turc, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un entretien avec le président Abdullah Gül. "Mais je ne pense pas que nous devons présenter des excuses à ceux qui ont causé des destructions dans la rue et tenté de porter atteinte aux libertés". Le Vice-Premier ministre turc a également appelé les Turcs à cesser les manifestations "aujourd'hui". » (*Le Figaro, AFP, 04/06/2013*)

« Quant à Abdullah Gül, il est intervenu, une demi-heure après le départ de son Premier ministre, pour appeler "à la modération de toutes les parties", incluant tacitement M. Erdogan, qui, récusant l'idée d'un "printemps turc", a accusé les manifestants d'être menés par des "extrémistes" ayant des "liens" avec l'étranger. (...) M. Gül a souligné le fait que la démocratie ne se limitait pas aux élections, prenant le contre-pied du Premier ministre, qui a bâti son discours sur la légitimité qu'il tire des urnes. "Tous les modes de vie doivent coexister", a également déclaré Abdullah Gül. "Le message a été reçu", a-t-il affirmé aux manifestants. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 04/06/2013*)

Le 4 juin, « M. Arınç s'est dit persuadé que "les citoyens responsables vont cesser aujourd'hui" leurs protestations. "C'est ce que nous attendons d'eux", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Ankara avoir été reçu par le chef de l'Etat Abdullah Gül. "J'en appelle à tous les syndicats, tous les partis politiques et à tous ceux qui aiment et pensent à la Turquie de le faire aujourd'hui", a continué M. Arınç, qui est le porte-parole du gouvernement islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002. » (*Le Point, AFP, 04/06/2013*)

Cependant, « Quelques heures avant d'achever sa tournée de trois jours au Maghreb, M. Erdogan a répété à Tunis son refus de céder aux protestataires en excluant de revenir sur le projet d'aménagement de la place Taksim d'Istanbul, à l'origine de la fronde. "Nous mènerons ce projet à son terme (...) nous ne permettrons pas à une minorité de dicter sa loi à la majorité", a-t-il assuré. » (*Le Point.fr, AFP, 07/06/2013*)

Mobilisation des partisans de l'AKP

Au retour en Turquie, le Premier ministre a été accueilli par ses partisans à l'aéroport d'Istanbul la nuit du 6 juin. « Agitant des drapeaux turcs et scandant "nous sommes prêts à mourir pour toi, Tayyip", plus de 3.000 personnes réunies à l'appel de son Parti de la justice et du développement (AKP) se sont rassemblées devant l'aéroport d'Istanbul (...). Avec cette première mobilisation massive en faveur du gouvernement, la crise a tourné au bras de fer entre les partisans et les adversaires de M. Erdogan. » (*Le Point.fr, AFP, 07/06/2013*)

Selon Jean-François Pérouse, « le plus frappant dans les trois ou quatre discours qu'il a prononcés à son retour à Ankara, c'est son manque d'assurance qui l'a conduit à appeler ses partisans à se mobiliser les 15 et 16 juin. » (*Le Nouvel Observateur, 10/06/2013*)

« Dans un entretien à la chaîne d'information Habertürk [le 2 juin], M. Erdogan [avait] notamment qualifié les manifestations d'"idéologiques". Il a demandé l'arrêt de l'occupation de la place par des manifestants, retranchés derrière des barricades. "S'il s'agit d'un mouvement social, s'il s'agit d'organiser des manifestations, dans ce cas, s'ils rassemblent 20 personnes, alors j'en rassemblerai 200 000. Là où ils en ont 100 000, je mobiliserai un million de membres de mon parti", [avait] prévenu M. Erdogan. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 03/06/2013*) « Erdogan entre dans une politique du nombre pour asseoir sa légitimité. Il veut prouver qu'il peut mobiliser davantage que ses opposants. » explique Jean-François Pérouse. (*Le Nouvel Observateur, 10/06/2013*)

« Jusque là, la stratégie du pouvoir a été " d'essayer de hausser le ton pour mobiliser ses partisans et "revenir au score" en quelque sorte auprès de l'opinion publique après les points marqués par les manifestants en raison des violences policières". Il s'agissait de conserver une position politique dominante en vue des municipales du printemps prochain. Recep Erdogan a tenu rien moins que six meetings dimanche [9 juin]. " S'il arrive à mobiliser sa base lors des réunions prévues samedi prochain [15 juin] à Ankara et dimanche [16 juin] à Istanbul, cela lui sera alors plus facile de parvenir à une solution négociée sur le parc Gezi. " » avait estimé Haluk Tukul, ancien président du think tank Institut du Bosphore. (*Les Echos*, Yves Bourdillon, 11/06/2013)

Dans cette atmosphère, l'initiative du Premier ministre d'entamer un dialogue avec les manifestants n'a pas abouti à une conciliation. A la suite de sa rencontre avec « 11 représentants d'ONG de la société civile, d'experts et d'artistes liés à la lutte pour la défense des arbres du parc Gezi », le 12 juin au soir, « le Vice-Premier ministre, Hüseyin Çelik, avait proposé de soumettre par référendum à la population du grand Istanbul (17 millions d'habitants) la question de l'aménagement du [parc Gezi]. » Cependant, cette proposition n'a pas été considérée comme une solution satisfaisante par les opposants, y compris la "plateforme Solidarité Taksim", principale coordination des associations qui occupent le parc Gezi, regroupant 116 organisations. « "Ce référendum est illégal car il y a déjà une décision de justice, en date du 31 mai, exigeant l'arrêt des travaux", clame Tayfun Kahraman, de la chambre professionnelle des urbanistes, opposés au projet. La majorité est hostile au référendum, perçu comme "une manœuvre", et craint que les Stambouliotes - notamment ceux des banlieues acquises à l'AKP - votent en masse dans le sens de leur leader. » (*Libération*, Marc Semo, 13/06/2013)

Dès la deuxième semaine de la fronde antigouvernementale, Erdoğan s'est exprimé devant des centaines de milliers de personnes lors de deux grands rassemblements baptisés « meetings du respect de la volonté nationale » organisés le 16 juin à Istanbul et la veille à Ankara. (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 17/06/2013)

2.4. Un mouvement sans précédent

Le mouvement du parc Gezi dans le quartier de Taksim, baptisée par certains "Occupy Gezi", a été souvent comparé à des mouvements précédents tels que Occupy Wall Street, les printemps arabes ou encore Mai 68, mais il est pourtant loin d'être comparable à ces derniers selon les analystes.

« Le choix des mots est important: il ne s'agit ni d'un Mai 68, ni d'un «printemps arabe» à rebours, ni même d'un Occupy Wall Street, car la Turquie possède ses propres raisons d'en arriver là. » estime Sébastien de Courtois (*Le Figaro*, 12/06/2013) « Un sondage mené parmi les protestataires par l'université Bilgi révèle que «l'autoritarisme» de Recep Tayyip Erdogan est de loin (92,4%) la première raison de leur mobilisation. » (*Libération*, Marc Semo, 06/06/2013)

Une situation de défiance comparable à celle vécue par le général de Gaulle, Président de la République française en 1968, selon Thomas Guénolé, Politologue français à Sciences Po. « Comme celui du général de Gaulle des années soixante, le principat d' Erdogan, empreint de paternalisme autoritaire, est précisément contesté dans la rue par des manifestations dont la colonne vertébrale est la jeunesse turque urbaine, rejetant les valeurs traditionnelles dominantes dans la société, dans l'affirmation de ses droits et libertés individuelles, et plus largement, de l'individualisme. Et ce au bout d'une décennie (1958-1969 hier, 2003-2013 aujourd'hui). Ainsi le Mai-2013 turc a-t-il tout du Mai-68 français, et non pas d'une nouvelle place Tahrir. C'est là un point commun de plus entre la France et la Turquie, alors qu'elles comptent déjà parmi le peu de pays au monde ayant adopté le principe de laïcité. » (*Nouvel Observateur*, 05/06/2013)

“Printemps arabe” ou “les indignés” ?

« "Taksim est Tahrir", clamaient [le 1^{er} juin] les manifestants. Au-delà du slogan, il n'y a pourtant guère de point commun. En dix ans de pouvoir AKP, le revenu moyen des Turcs a triplé, et le gouvernement a utilisé l'Europe et l'espoir qu'elle suscitait pour casser les structures autoritaires du vieil Etat kémaliste. Par trois fois, en outre, améliorant à chaque fois son score, l'AKP a remporté haut la main les élections face à une opposition de gauche laïque manquant autant de vision que de leadership. » explique Marc Semo. (*Libération*, , 02/06/2013)

Lors de ce mouvement en Turquie, « on a des slogans qui appellent à la démission d'Erdogan, mais c'est plutôt un mouvement du type des Indignés: un rassemblement de personnes qui pensent que le système politique en place ne prend pas en compte l'opinion des citoyens, du haut de la légitimité des urnes. » explique Jean Marcou professeur à l'IEP de Grenoble et chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul. (*L'Express*, *Marie Le Douaran*, 04/06/2013)

« C'est une révolte de la dignité, celle de gens qui se sentent blessés et humiliés par l'arrogance du Premier ministre, constate Ahmet Insel. » (*Liberation*, *Marc Semo*, 06/06/2013) « Ce ras-le-bol citoyen est beaucoup plus proche d'un mouvement comme celui des Indignés que des révoltes arabes », analyse également Ahmet Insel « soulignant que depuis maintenant plus d'un demi-siècle, la politique turque vit au rythme "d'élections dont nul ne conteste la parfaite régularité". Ce mouvement se nourrit d'abord du rejet d'un homme pris par l'ivresse de son propre pouvoir au fur et à mesure qu' il a, en une décennie, enchaîné les succès tant économique que politique et diplomatique, faisant de son pays une puissance régionale considérée comme un modèle par une bonne partie du monde arabo-musulman. » (*Libération*, *Marc Semo*, 02/06/2013)

« Si le "printemps arabe" revendiquait la voix de la majorité dans la démocratie, le mouvement turc se dresse contre le majoritarisme démocratique. Alors que les "indignés" européens sont précarisés par la crise économique, les riverains turcs sont saturés du "trop plein" d'un certain capitalisme. » précise Nilüfer Göle. (*Le Monde*, 06/06/2013)

Selon l'écrivain français Bernard-Henri Lévy, « C'est la vérité d'un Etat qui, après presque onze ans d'un pouvoir de plus en plus étouffant mais bénéficiant d'une croissance économique exceptionnelle qui faisait de la Turquie la neuvième puissance mondiale, éclate aux yeux de tous. C'est le roi Erdogan qui est nu et le mythe de son islamisme souriant qui se dissout comme un mirage. Il n'y a pas que les printemps arabes. Il y a, il y aura, un printemps turc. » (*Le Point*, 06/06/2013)

« Parler de "printemps turc" est pourtant hors de propos » selon Didier Billon, directeur adjoint de l'IRIS. « On entend cette expression ici ou là, mais c'est complètement absurde (...). Car la Turquie [Etat laïc] est un Etat de droit, avec des élections démocratiques, une diversité de la presse et une société civile bien présentes. C'est très différent des régimes dictatoriaux où a éclos le printemps arabe. » souligne Billon. (*20 minute*, *Faustine Vincent*, 02/06/2013) « On n'est pas dans un processus de soulèvement, de 'printemps turc' comme on a pu le lire ici et là, car le pouvoir est politiquement et électoralement légitime », indique également Jean Marcou professeur à l'IEP de Grenoble et chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul. (*Le Monde* *Hélène Sallon*, 04/06/2013)

« A la différence notable des printemps arabes, les manifestations en Turquie, qui sont surtout le fait de jeunes, ne menacent pas de faire changer de direction politique la Turquie, comme ce fut le cas en Egypte ou en Tunisie. Recep Tayyip Erdogan, souligne Dorothee Schmid, directrice du programme Turquie à l'Ifri, a été démocratiquement élu et bénéficie d'un taux de popularité évoluant entre 40 % et 50 % des électeurs. Et cela en dépit de son autoritarisme. Même si, ajoute-t-elle, il ne cédera pas personnellement car il est bien décidé, lui, à « incarner la fermeté », et laissera le soin à des proches de tenter de jouer la modération. Fondamentalement, les institutions turques fonctionnent, même si l'on suspecte la justice et la police de corruption. » (*Les Echos*, *Jacques Hubert-Rodier*, 06/06/2013)

Pour le peintre turc Bedri Baykam, à la différence des printemps arabes, « les révoltés de Taksim peuvent davantage espérer un "vrai" changement. "Les pays arabes n'avaient pas de principes démocratiques solides. Nous avons derrière nous tous les fondements nécessaires pour bâtir une vraie démocratie." » précise-t-il (*Le figaro.fr*, *Athénaïs Keller*, 11/06/2013)

2.5. Qui sont les manifestants ?

Les jeunes à l'origine des contestations

Le profil dominant des manifestants est à la base une population plutôt jeune, avec notamment une forte présence des étudiants, issue de la classe moyenne, essentiellement urbaine et qui n'arbore aucune référence idéologique.

« Selon une étude menée par deux sociologues de l'université Bilgi d'Istanbul, deux manifestants sur trois ont moins de 30 ans, 40 % moins de 25 ans. Peu surprenant dans un pays dont la population (75 millions d'habitants) est composée à 50 % de moins de 30 ans mais où les élites, qu'elles soient politiques, économiques ou médiatiques, demeurent imperméables à cette énergie. » estime *Guillaume Perrier* (*Le Monde*, 15/06/2013)

« La plupart de ces jeunes ne s'était jamais intéressé à la politique, n'avait jamais scandé un slogan. Ils ont appris en une nuit comment se protéger des blindés, comment respirer avec un masque de plongée lors d'une attaque de lacrymo, comment aider les blessés, comment construire des barricades, comment "rendre" les bombes aux policiers avec des gants de jardiniers. Ils se moquent d'eux-mêmes disant que ce sont des "Clark Kent" devenus "Superman" en une nuit. » décrit Sedef Ecer, auteure dramatique, metteuse en scène et scénariste franco-turque. (*Libération*, 13/06/2013)

« "Cet incident a servi d'étincelle pour que l'opposition, mal représentée au niveau parlementaire, puisse exprimer sa frustration sociale", fait valoir Didier Billon, directeur adjoint de l'Iris. » (*Le Point*, Armin Arefi, 03/06/2013)

« On y trouvait côte à côte des "kémalistes" déterminés et des libéraux qui pendant des années avaient soutenu les réformes libérales de l'AKP, des ultranationalistes proches des "Loup gris" et des sympathisants de la guérilla kurde brandissant des portraits du leader emprisonné du PKK Abdullah Ocalan, des militants LGBT avec leur drapeau rayé bariolé et l'extrême gauche la plus archaïque etc... » observe Marc Semo (*Libération*, 14/06/2013) « Fait rare, les supporters des trois clubs rivaux d'Istanbul -Galatasaray-Besiktas-Fenerbahce- [ont défilé] ensemble. » remarque Armin Arefi. (*Le Point*, 03/06/2013)

« Davantage que la quantité, c'est la pluralité de ces voix qui étonne dans la capitale turque : féministes, militant(e)s gays et lesbiens, anarchistes, artistes, anticapitalistes et écologistes, main dans la main. » indique Pinar Seleke, Sociologue, écrivain, militante féministe turque. (*Le Monde*, 06/06/2013) . Pour Seleke, « ce printemps, qui est aussi kurde, a commencé il y a quinze ans. Depuis longtemps, le pays est témoin de l'émergence de mouvements autour de "causes inédites". Sortant du cercle traditionnel, ces contestataires réussissent à remettre en question la définition de citoyenneté républicaine. Le mouvement féministe, le mouvement gay et lesbien, les antimilitaristes, les écologistes, les groupes de jeunes ont recréé un champ militant dynamique et multi-organisationnel. » (*Le Monde*, 06/06/2013)

Il y avait aussi « de jeunes musulmans croyants. (...) Quand ils ont voulu faire leur prière du vendredi, d'autres jeunes en short et tongs ont fait un cercle autour de cette mini-mosquée improvisée en plein air pour que les croyants ne soient pas dérangés. Voilà comment ces jeunes-là, dans leur combat commun, ont spontanément trouvé le sens du "vivre ensemble dans l'espace public", sans avoir besoin de philosopher sur la définition de la laïcité. » explique Sedef Ecer dans sa tribune. (*Libération*, 13/06/2013) Le monde de la culture a fait également partie de cette mobilisation dès les premiers jours. « Dans le parc Gezi, au milieu des organisations politiques, syndicales ou féministes qui occupaient les lieux, les documentaristes et les acteurs ont monté leur propre stand pour se joindre au concert de critiques. Les cinéastes, parmi lesquels le Germano-Turc Fatih Akin et le Stambouliote Nuri Bilge Ceylan, ont signé une pétition condamnant la réponse violente du gouvernement. Les artistes, connus ou non, avaient pour la plupart de bonnes raisons de donner de la voix. Leurs aspirations à la modernité se heurtent aux réactions brutales d'un pouvoir qui les méprise et qui attise les tensions. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 13/06/2013)

Des avocats ont protesté contre l'intervention de la police contre les manifestants de Taksim. Suivant l'interpellation de plusieurs d'entre eux « nes milliers d'avocats ont manifesté mercredi 12 juin à travers la Turquie, pour dénoncer la brève arrestation, la veille à Istanbul, de 73 de leurs confrères. » (*La Croix*, 12/06/2013)

Par ailleurs, « Les manifestants ont reçu l'appui de deux puissants syndicats, le DISK (ouvriers révolutionnaires) et le KESK (salariés du secteur public) qui ont lancé un appel à la grève générale. Ce coup de pouce syndical a eu pour effet de faire monter d'un cran la tension. » (*Les Echos*, Michel de Grandi, 18/06/2013)

2.6. Réseaux sociaux vs Médias de masse

Médias turcs: autocensure et censure

« La couverture du mouvement de protestation, lancé le 31 mai contre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, par les médias turcs a aussi mis en évidence le phénomène de la censure et de l'autocensure dans les rédactions. » (*Le Monde*, 15/06/2013)

Depuis le début de la crise, les médias de masse, notamment les chaînes d'information CNN-Türk, Habertürk et NTV, ont été sous le feu de la critique et cibles des protestations à cause de leur silence au plus fort des affrontements pour le contrôle de la place Taksim le 1er juin.

« Le premier soir des émeutes, les camions de transmission satellite des chaînes de télévision ont été saccagés aux cris de "médias vendus au pouvoir". » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 04/06/2013) CNN-Türk qui diffusait un documentaire animalier sur les pingouins en Antarctique, a été « bientôt rebaptisée "CNN-Pingouins" sur les réseaux sociaux, est devenue le symbole d'une presse turque discréditée. (...) Dimanche soir [2 juin], c'était devant la chaîne concurrente Habertürk, (...) qu'un rassemblement s'était improvisé (...) pour protester contre le traitement, sur les grandes chaînes, des manifestations qui secouent la Turquie (...). C'est en effet sur Habertürk que le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait choisi de venir s'expliquer, dimanche, après plusieurs jours de silence, sur le mouvement de protestation parti du parc Gezi et de la place Taksim, à Istanbul. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 04/06/2013)

« Environ 3.000 personnes ont défilé lundi [3 juin] à Istanbul aux cris d'"on ne veut pas d'une presse soumise" devant les locaux du groupe de médias Dogus Holding, qui détient notamment la chaîne d'information en continu NTV. » (*20minutes*, JM avec AFP, 5/06/2013) « NTV, une des chaînes privées les plus respectables, a été conspuée par des manifestants devant son immeuble, un événement que NTV a retransmis en direct. Pour beaucoup, la scène est une première dans l'histoire des médias turcs. » souligne la romancière turque Elif Şafak dans New York Times. (*Le Figaro*, 11/06/2013)

« Quant aux chaînes affiliées à l'opposition, qui ont suivi heure par heure les manifestations, elles ont été condamnées par le Conseil turc de l'audiovisuel (RTÜK) à de fortes amendes pour avoir "encouragé les gens à la violence" et "diffusé des programmes de nature à entamer le développement physique et moral des enfants". » (*Le Monde*, 15/06/2013)

« La chaîne turque de télévision Bloomberg HT a suspendu mardi [4 juin] la diffusion d'un jeu télévisé après que son présentateur eut proposé la veille aux candidats des questions portant sur le mouvement de contestation antigouvernementale qui secoue la Turquie depuis six jours, a rapporté mercredi le quotidien Hürriyet. (...) "Masque à gaz", "police", "violence", "interpellation", "peuple", "censure", "pacifisme": tels étaient les mots que devaient deviner lundi [3 juin], après en avoir entendu la définition, les participants à «Jeu de mots» («Kelime Oyunu» en turc), un programme en direct diffusé quotidiennement par Bloomberg HT. » (*20minutes*, JM avec AFP, 05/06/2013)

Samim Akgönül, historienne et politique franco-turque précise que « structurellement parlant, la presse écrite et télévisée est entièrement aux mains des grands groupes financiers. Contrôler des organes de

presse est un outil pour faire des affaires. Ainsi, la grande majorité d'entre eux s'accommode depuis toujours avec le pouvoir en place. Conjoncturellement, depuis 2007, depuis que l'AKP a consolidé son pouvoir en Turquie, il y a eu une véritable mainmise sur les organes de presse, par divers moyens de pression (expropriations et reventes, impôts exorbitants, intimidations, pressions sur les patrons...)» (*Slate, Ariane Bonzon, 02/06/2013*)

Les chaînes d'information internationales n'ont pas non plus été épargnées par les accusations du fait de leur couverture des manifestations.

« Un journal turc pro-gouvernemental a porté plainte contre la chaîne américaine d'informations en continu CNN et sa journaliste vedette Christiane Amanpour (...). "Nous avons porté plainte (...) contre CNN et Amanpour pour avoir incité le public à la haine en diffusant de fausses nouvelles", a déclaré Mevlut Yuksek, directeur du quotidien *Takvim*, qui a déposé la plainte auprès du bureau du procureur d'Istanbul. (...) La chaîne de radio-télévision britannique BBC a fait part (...) de ses craintes après le lancement d'une campagne par le maire d'Ankara Melih Gokcek sur le réseau Twitter contre sa correspondante en Turquie, Selin Girit, en l'accusant d'espionnage au profit de la Grande-Bretagne. » (*Le Monde.fr, 29/06/2013*)

Réseaux sociaux : cibles des critiques du Premier ministre

Les réseaux sociaux ont joué un rôle très important dans la mobilisation des rassemblements ainsi que la diffusion des informations et des images des contestations alors que la presse traditionnelle était prudente et réticente à couvrir les mouvements de protestations.

« "Le Premier ministre n'a pas hésité à imposer aux patrons de presse de licencier des journalistes qui avaient osé le critiquer, ce qui explique pourquoi l'autocensure et la peur règnent dans les medias. Durant les quatre premiers jours, par exemple, les chaînes de télévision, y compris la version turque de CNN, ont choisi d'ignorer les manifestations d'Istanbul. Durant toute cette période, la principale source d'information étaient les réseaux sociaux sur Internet" explique Ahmet Insel.» (*L'Express, Burçin Gerçek, 10/06/2013*)

« Depuis le début du mouvement, les contestataires utilisent les réseaux sociaux pour s'organiser. Leurs actions y sont largement relayées, mais ils dénoncent également la brutalité des interventions des forces de l'ordre. » (*Le Nouvel Observateur, Amandine Schmitt, 03/06/2013*) « Ils viennent en réponse à une très large campagne de diffusion des messages, photos, vidéos et témoignages postés sur Twitter, Facebook ou Instagram : depuis le début de la contestation, des millions de publications y relayent les mots d'ordre anti-gouvernement, et rendent compte, à leur manière, des manifestations. » (*Le Monde, Michaël Szadkowski et Martin Untersinger, 03/06/2013*)

« Cette mobilisation massive sur Twitter a été mise en relation avec une éventuelle faille des médias turcs à couvrir la contestation. Selon les chercheurs du SMAPP, non contents de l'absence des journalistes, les manifestants se sont mis à live-tweeter frénétiquement. D'ailleurs samedi 1er juin, tous les Turcs étaient invités à un boycott par le hashtag #BugünTelevizyonlariKapat: littéralement, éteignez-la télé aujourd'hui, utilisé plus de 50.000 fois (au moment de l'étude, samedi 1er juin). » (*Slate, Marion Degeorges, 03/06/2013*)

«Le nombre de publications en provenance du pays ne laisse (...) aucun doute sur le rôle particulièrement actif des Turcs mobilisés sur place. "En 24 heures [entre le 31 mai et le 1er juin], il y a eu près de 2 millions de tweets en lien avec les manifestations. [...] 90 %, environ, des tweets géolocalisés viennent de Turquie et 50 % d'Istanbul même". [...], notent deux chercheurs de la New York University, estimant d'ores et déjà "phénoménal" le rôle joué par les réseaux dans cette crise.» (*Le Monde, Michaël Szadkowski et Martin Untersinger, 03/06/2013*)

Lors de ses déclarations du dimanche 2 juin, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a qualifié les réseaux sociaux de "menace". "Ces choses que l'on appelle les réseaux sociaux sont des fauteurs de

troubles dans nos sociétés actuelles."a-t-il affirmé. (*Le Monde, Michaël Szadkowski et Martin Untersinger, 03/06/2013*)

«Tôt mercredi matin [5 juin], au moins 25 personnes ont été appréhendées à Izmir pour avoir répandu sur le réseau social Twitter des «informations trompeuses et diffamatoires», a rapporté l'agence Anatolia. Ali Engin, un responsable local du principal parti d'opposition a précisé que les suspects étaient détenus pour avoir «appelé les gens à manifester».» (*Le Figaro, 05/06/2013*)

« Le ministère turc de la Justice a par ailleurs commencé à travailler sur un projet de réglementation de la criminalité sur internet pour restreindre le rôle des médias sociaux dans la propagation des appels à manifester contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, a rapporté mardi [18 juin] le quotidien Hürriyet Daily News, citant une source ministérielle. "Nous évaluons les applications à l'étranger concernant cette question", a indiqué cette source, citée par le quotidien. » (*Le Nouvel Observateur, le nouvel observateur avec AFP, 18/06/2013*)

« Le ministre turc de la Communication Binali Yildirim a critiqué vendredi [28 juin] le rôle joué par les réseaux sociaux dans la fronde antigouvernementale des dernières semaines, les sommant de coopérer avec les autorités turques sous peine de sanctions."Oui aux libertés jusqu'au bout et à l'utilisation de l'Internet, mais non, absolument non à ce qu'il serve de moyen pour le chaos, la violence et le crime", a déclaré M. Yildirim lors d'une réunion à Kars (est)."S'il y a un délit, celui-ci peut-être commis aussi bien dans la vie réelle que virtuelle", a-t-il souligné, en évoquant les manifestations contre le régime islamo-conservateur au pouvoir qui ont fait 4 morts et quelque 8.000 blessés depuis le 31 mai. » (*Le Parisien, AFP, 28/06/2013*)

3. Turquie - Union Européenne

« Les attaques répétées du Premier ministre contre les médias et les recours devant les tribunaux pour faire taire ses ennemis ont alimenté les inquiétudes quant au respect des droits de l'homme dans un pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. » (*AFP, 29/06/2013*)

Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a exprimé « dès dimanche 2 juin, sa "vive inquiétude" au sujet des violences survenues à Istanbul et dans d'autres villes et a condamné "l'usage disproportionné de la force" par les autorités. » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 04/06/2013*)

« Vendredi 7 juin, la visite à Ankara du Commissaire européen à l'élargissement, Stefan Füle, avait déjà jeté un froid, le responsable européen déclarant, à l'issue d'une entrevue avec le Premier ministre turc, que "notre devoir à tous, les membres de l'UE comme les pays candidats, est d'aspirer aux plus hauts standards et pratiques démocratiques. Le recours excessif à la force n'est pas acceptable dans une telle démocratie". Le gouvernement turc avait demandé "des explications" après ces déclarations. » (*Le Monde, Guillaume Perrier et Philippe Ricard, 14/06/2013*)

Dans la résolution du Parlement européen du 13 juin 2013 sur la situation en Turquie, « les eurodéputés venaient de dénoncer le "recours excessif à la force" par la police, en Turquie. Dans un texte voté à main levée, le Parlement "déploie" aussi les "réactions dures du gouvernement turc" et s'en prend directement au "Premier ministre Erdogan (...). La Turquie, "en tant que candidate à l'adhésion à l'UE, est tenue de respecter et de promouvoir la démocratie et de renforcer les droits et libertés démocratiques et humains", soulignent les députés. » (*Le Monde, Guillaume Perrier et Philippe Ricard, 14/06/2013*)

«"Vous vous prenez pour qui? (...) Nous ne reconnaissons pas les décisions européennes sur la Turquie", a lancé, furieux, Recep Tayyip Erdogan. Son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, l'a jugée "inacceptable" pour un pays qui est "une démocratie de première classe".» (*Le Figaro, Laure Marchand, 16/06/2013*)

"La réaction d'Erdogan au sujet de la résolution du Parlement montre qu'il ne comprend toujours pas ce que l'Europe et ses valeurs signifient", a commenté Hannes Swoboda, le chef du groupe socialiste.» (*Le*

Monde, Guillaume Perrier et Philippe Ricard, 14/06/2013)

« Les négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE ne sont pas pour autant suspendues. 'Il n'y a pas de lien direct entre les événements en Turquie et le processus technique des négociations d'adhésion de ce pays à l'UE', a estimé le porte-parole du ministère [allemand] des Affaires étrangères, Andreas Peschke. » (*Le Figaro, Patrick Saint-Paul, 14/06/2013*)

Lors de la réunion ministérielle le 25 juin, l'Union européenne (UE) s'est mise d'accord pour ouvrir le "chapitre 22" qui concerne la politique régionale dans le cadre des négociations d'adhésion avec la Turquie. Toutefois, compte tenu de la répression du mouvement de contestation en Turquie, l'échéance des négociations officielles « qui devaient reprendre [fin juin] (...) [ont été] repoussée à octobre, après les élections allemandes. "Nous avons perdu tous nos leviers d'action sur la Turquie", confie un fonctionnaire bruxellois, qui ajoute : "Nous ne parviendrons pas à aller plus loin avec Erdogan." » (*Le Monde, Arnaud Leparmentier, 26/06/2013*)

4. Réactions internationales

Allemagne

« Berlin est monté en première ligne dans l'offensive diplomatique européenne visant à ramener le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à la raison. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a jugé "perturbantes" les images de violence sur la place Taksim et appelé le Premier ministre turc à un dialogue constructif avec les protestataires, estimant qu'Ankara adressait par son attitude «un mauvais signal» à l'opinion publique turque et internationale. 'Nous attendons du Premier ministre qu'il permette une désescalade de la situation, dans l'esprit des valeurs européennes, qu'il recherche un échange constructif et un dialogue pacifique', a ajouté Westerwelle, qui a eu un entretien téléphonique, mercredi soir, avec son homologue turc Ahmet Davutoglu. » (*Le Figaro, Patrick Saint-Paul, 14/06/2013*)

« La chancelière allemande Angela Merkel s'est déclarée lundi [17 juin] choquée par la façon dont les autorités turques ont réagi aux manifestations antigouvernementales, mais elle n'est pas allée jusqu'à demander à l'Union européenne de suspendre les négociations d'adhésion d'Ankara. (...) Je suis épouvantée, comme beaucoup de gens", a-t-elle dit à propos de l'attitude du gouvernement turc face à la contestation née de la volonté des autorités de toucher à un parc du centre d'Istanbul dans le cadre d'un projet de réaménagement de la place Taksim. J'aimerais que ceux qui formulent des critiques, qui ont des opinions différentes et une autre conception de la société, puissent trouver leur place dans la Turquie du XXI^e siècle", a-t-elle dit à la radio-télévision RTL. Ce qui se passe en Turquie actuellement n'est pas conforme à notre conception de la liberté de manifester ou de la liberté de parole", a-t-elle ajouté » (*Les Echos, Reuters, 17/06/2013*)

France

Le ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius a invité « les autorités turques à "la retenue" et à une analyse des causes de la révolte populaire. » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 04/06/2013*)

« Le ministre français délégué aux Affaires européennes, Thierry Repentin a dénoncé [le 6 juin] "la répression policière" en Turquie et appelé à nouveau les autorités turques "à la retenue" et au respect du droit de manifester. "Aucune démocratie ne peut se construire sur la répression de ceux et celles qui s'expriment dans la rue. Le droit de manifester, le droit de s'opposer, doit être respecté", a déclaré M. Repentin, devant les sénateurs. » (*Le Figaro, lefigaro.fr avec AFP, 06/06/2013*)

Suède

« La Suède, qui figure, contrairement à la France et l'Allemagne, parmi les Etats les plus favorables à l'adhésion de la Turquie à l'Union, [a souligné] la légitimité démocratique du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, tout en espérant qu'il apportera une réponse favorable à certaines exigences des manifestants. » (*Le Monde*, Jean-Pierre Stroobants, 04/06/2013)

Italie

« La chef de la diplomatie italienne, Emma Bonino, [a affirmé que] "C'est le premier test sérieux pour l'adhésion de ce pays à l'UE". » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 12/06/2013)

Etats Unis

« Washington a exceptionnellement rappelé à l'ordre (...) son allié turc au sujet des libertés publiques, condamnant la répression par la police d'Istanbul d'une manifestation contre le gouvernement. "Nous sommes préoccupés par le nombre de gens qui ont été blessés lorsque la police a dispersé les manifestants à Istanbul", a critiqué la porte-parole du département d'Etat, Jennifer Psaki. » (*Le Figaro*, lefigaro.fr avec AFP, 31/05/2013)

« Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a tancé (...) l'allié turc en condamnant l'usage "excessif" de la force par la police contre le mouvement de protestation en cours dans le pays. Le chef de la diplomatie américaine a réaffirmé l'attachement des Etats-Unis aux "libertés d'expression et de rassemblement". "Nous espérons évidemment qu'il y aura une enquête complète sur ces incidents et que la police fera preuve d'une grande retenue dans le recours à la force contre ce genre d'incidents", a prévenu John Kerry. » (*Le Figaro*, lefigaro.fr avec AFP, 03/06/2013)

« Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a eu un entretien téléphonique (...) avec son homologue américain John Kerry pour lui faire part de l'insatisfaction d'Ankara après une série de commentaires de Washington sur les manifestations en Turquie. "La Turquie n'est pas une démocratie de seconde classe", a notamment affirmé M. Davutoglu à M. Kerry, selon un diplomate turc. » (*Le Figaro*, AFP, 05/06/2013)

Nations Unies

« "Nous accueillons favorablement le fait que les autorités admettent qu'un usage excessif de la force peut avoir eu lieu et leur appel pour une enquête sur les policiers qui auraient violé la loi et les standards internationaux des droits de l'Homme", a déclaré dans un point de presse Cécile Pouilly, une porte-parole du haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, demandant une enquête "rapide, complète, indépendante et impartiale. (...) "La Turquie doit mener une enquête rapide et indépendante sur le comportement de la police face aux manifestants anti-gouvernementaux." » a-t-elle ajouté. (*Ouest-France*, 04/06/2013)

Syrie

« Raillant les malheurs du gouvernement turc, qui fut un grand ami du régime syrien avant d'appuyer la rébellion, les ministres syriens ont accusé Ankara de "terroriser" sa population et ont décrit le mouvement de protestation comme le "vrai Printemps". [Le 2 juin] le ministère [syrien] des Affaires Etrangères a "conseillé" aux Syriens d'éviter de se rendre en Turquie "à cause de la détérioration de la situation sécuritaire". (...) "Le fait qu'il empêche les manifestations pacifiques prouve qu'Erdogan est déconnecté de la réalité. Le peuple turc ne mérite pas une telle sauvagerie", a dénoncé [le ministre de l'information, Omrane Al-Zohbi]. » (*Le Parisien*, AFP, 03/06/2013) En reportant les événements en Turquie les médias syriens ont utilisé le même vocabulaire dont la Turquie, soutien des rebelles syriens, a usé à l'égard de Bachar al-Assad. (*Le Parisien*, AFP, 03/06/2013)

5. Economie

Les conséquences économiques du mouvement Gezi

« La Bourse d'Istanbul a ouvert en chute de 8% lundi 3 juin, signe de l'inquiétude des investisseurs après quatre jours de violentes manifestations contre le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Le rendement des obligations souveraines à dix ans est monté dans le même temps à 7,12%, contre 6,84% vendredi 31 mai. » (*Les Echos, Reuters, 03/06/2013*) « Les investisseurs ont massivement vendu les actions turques, 3 juin, (...) au quatrième jour de manifestations contre le gouvernement du Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, qui ont gagné l'ensemble du pays. » (*Les Echos, 04/06/2013*)

« L'indice de la Bourse d'Istanbul tentait de rebondir de 4,2% ce mardi 4 juin à la mi-séance, après la chute de 10,5 % intervenue en début de semaine (son plus fort recul depuis 2003). Les investisseurs s'inquiètent des conséquences des émeutes actuelles contre le gouvernement Erdogan sur la croissance économique et l'évolution des taux de change avec une lire turque en chute face à toutes les devises occidentales. » (*Le Figaro, Roland Laskine, 04/06/2013*)

« La livre turque a encore reculé à 1.8988 livres contre un dollar lundi 3 juin à 10H28 GMT après le communiqué de Moody's, contre 1,8790 livres pour un dollar vendredi soir 7 juin. Le principal indice boursier de la Bourse d'Istanbul accusait au même moment une baisse de 1,7% à 76.997.16 points lundi 3 juin après avoir rebondi de 3,2% vendredi 7 juin. Il avait perdu environ 15% la semaine dernière en réaction au mouvement de contestation place Taksim, à Istanbul. Vendredi 7 juin, la devise locale avait atteint son plus bas par rapport au panier euro/dollar depuis octobre 2011, avec 2,210, contre 2,178 jeudi. Elle a reculé encore à 2,2050 après les déclarations de Moody's. » (*Les Echos, Reuters, 10/06/2013*)

« Vendredi 7 juin, l'agence de notation Fitch a jugé que "l'impact économique (de la contestation) est jusque-là mineur" et ne remet pas en cause sa note financière, actuellement établie à BBB- dans la catégorie investissement. Mais Fitch a mis en garde les autorités turques. "Beaucoup va dépendre de la réponse des autorités aux manifestants". "Si elle est mal gérée, la situation pourrait dégénérer, avec des conséquences dommageables pour son économie". » (*Challenges, 09/06/2013*)

« Les manifestations en Turquie n'ont eu jusqu'ici qu'un écho assourdi sur le marché des changes, comme en témoigne le repli limité de la livre turque depuis le début des troubles. Sa baisse de 6,2 % par rapport au billet vert depuis le début de l'année, elle la doit, comme beaucoup d'autres devises émergentes, au regain de vigueur généralisé du billet vert. Celle-ci souffre de nombreux maux : surévaluation, inflation élevée, déficit courant... Hier, 10 juin, à 1,90 livre par dollar, soit un repli de 1,4 %, la devise pourrait corriger jusque vers 2 livres par dollar si l'engouement pour le billet vert reprend durablement. » (*Les Echos, Nessim Ait-Kacimi, 11/06/2013*)

« A Ankara, le dirigeant islamo-conservateur a violemment attaqué le lobby de "ceux qui spéculent sur des taux élevés", les accusant de vouloir déstabiliser les marchés de capitaux et promettant d'"étouffer" ceux qui profitent de la "sueur du peuple" pour s'enrichir. Le chef du gouvernement a également appelé les Turcs à préférer les banques publiques aux privées pour placer leur argent. Moody's, qui avait relevé le mois dernier la note de la Turquie en catégorie d'investissement avec une perspective stable, a estimé lundi 3 juin que la contestation avait augmenté le risque pour la balance des paiements du pays. L'agence ajoute néanmoins que le niveau de risque actuel se reflète dans sa note et la perspective stable qui y est attachée. » (*Les Echos, Reuters, 10/06/2013*)

« Turquie-La banque centrale interrompt la baisse des taux »

« La banque centrale turque a laissé ses taux d'intérêt inchangés après la série de baisses décidées ces derniers mois et les manifestations anti-gouvernementales qui l'ont conduite à intervenir pour soutenir la monnaie nationale. (...) »

La banque centrale, à l'issue de sa réunion de politique monétaire mardi [18 juin], a déclaré que les flux de capitaux vers la Turquie avaient ralenti en raison des incertitudes globales. Dans son communiqué, la banque centrale assure qu'elle maintiendra une politique monétaire flexible, à la hausse comme à la baisse. (...) »

La livre et le rendement des obligations d'Etat turques à deux ans étaient pratiquement inchangés après l'annonce de ces décisions. » (*Les Echos, Reuters, 18/06/2013*)

« La filiale turque de Fiat révisé ses prévisions en hausse »

« Tofas Turk Otomobil Fabrikasi, le joint-venture entre Fiat et un partenaire turc espère vendre 105.000 véhicules cette année en Turquie, contre 102.432 en 2012, s'octroyant ainsi 13 % du marché selon ses prévisions révisées à la hausse. Les mouvements sociaux des dernières semaines n'ont pas eu pour l'instant d'impact sur le marché automobile qui a progressé de 14 % sur les cinq premiers mois de l'année. » (*Les Echos, Catherine Ducruet, 24/06/2013*)

« Derrière les bonnes notes de l'économie, de vraies fragilités »

« Des trois agences de notation, Moody's a été la dernière à relever la note de la Turquie en la plaçant dans la catégorie "investissement". Et pourtant, si l'agence de notation souligne l'allègement du fardeau de la dette qui descend "à un niveau gérable de 36 % du PIB" et se félicite d'une amélioration qui devrait "se poursuivre dans les années qui viennent", des voix dissonantes viennent rappeler les fragilités de l'économie turque.

"Des 70 pays que nous suivons, la Turquie apparaît comme l'un des plus risqués", explique Sylvain Barthélemy, responsable de la recherche de TAC, un cabinet spécialisé dans l'évaluation du risque-pays. "De tous les critères que nous prenons en compte, aucun ne présente de fragilité particulière. Mais l'équilibre d'ensemble reste instable", poursuit l'analyste.

Ainsi l'endettement « moyen » du pays ne peut masquer une importante dette extérieure à court terme (moins de 1 an) évaluée à 84 milliards de dollars (données de 2011). Alors que les réserves de change sont estimées à seulement 120 milliards de dollars. Les flux d'investissements (capitaux de long terme) se sont, eux, montés à 16 milliards de dollars la même année.

Le taux de change constitue un autre point de discussion. Malgré les dévaluations successives, la livre turque reste surévaluée de 25 % environ par rapport aux autres monnaies qui ont, elles aussi, rajusté leurs parités. Si l'on ajoute à cela un taux d'inflation de 7,2 % (1^{er} trimestre 2013), la perte de compétitivité devient un élément à prendre en compte. » (*Les Echos, Michel de Grandj, 12/06/2013*)

« Turquie: croissance de 3% au premier trimestre »

« L'économie turque a connu une croissance de 3% au premier trimestre de 2013, un chiffre supérieur aux attentes, a annoncé mardi l'Institut turc de la statistique (Tüik). L'an dernier, la Turquie a connu une croissance de 2,2% en raison principalement d'une conjoncture internationale déprimée. » (*Le Figaro, AFP, 11/06/2013*)

6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Juin 2013)

20 minutes

Challenges

La Croix

L'Express

Burçin Gerçek
Marie Le Douaran

Les Echos

Nessim Ait-Kacimi
Yves Bourdillon
Catherine Ducruet
Jean Michel Gradt
Michel de Grandi
Jacques Hubert-Rodier

Le Figaro

Sébastien de Courtois
Athénaïs Keller
Roland Laskine
Laure Marchand
Patrick Saint-Paul

Le Monde

Audrey Garric
Arnaud Leparmentier
Guillaume Perrier
Philippe Ricard
Hélène Sallon
Jean-Pierre Stroobants
Michaël Szadkowski
Martin Untersinger

Le Parisien

Le Point

Armin Arefi
Nicolas Baverez

Libération

Amandine Cailhol
Marc Semo

L'Opinion

Jean-Dominique Merchet

Marianne,

Martine Gozlan

Nouvel Observateur

Amandine Schmitt

Slate.fr

Ariane Bonzon
Marion Degeorges

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org